



LE JOURNAL DES ALTERNATIVES

Éditions Actualités Dossiers Régions Opinions Vidéos Blogues Agenda À propos Nous joindre



Partenaires



le c Journée nationale de la p'tite laine - Le Journal des Alternatives
4 personnes recommandant ceci.

IE U CHSLD : LA FIQ PROPOSE UN MODÈLE ALTERNATIF - Le Journal des Alternatives
2 personnes recommandant ceci.

Québécois Nouvelle politique du Parti québécois sur l'itinérance, un projet sûr (...) - Le Journal des...
3 personnes recommandant ceci.

hi bat Les Jeux olympiques de Sochi battent déjà le record du dégât écologique - Le Journal des...
6 personnes recommandant ceci.

ES! <http://journal.alternatives.ca/article7535>
2 personnes recommandant ceci.

ir, I Un 25 janvier, Place Tahrir - Le Journal des Alternatives
13 personnes recommandant ceci.

Module social Facebook

Le financement des groupes écologistes : un choix politique

Anna Rozanova, 1er mai 2012

La diminution du financement des groupes écologistes « est un choix politique ». Ce constat du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), rendu public le 25 avril dernier, n'est point exagéré. L'autonomie de ces groupes et leur cri d'indignation autour des projets controversés tels que le Plan Nord, les gaz de schiste et la réfection de Gentilly-2, coûtent à leurs membres l'équivalent de trois à quatre mois de chômage par année.



La question de sous-financement a refait surface en octobre 2011, lors d'un colloque soulignant les dix ans de la politique *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement*. Cette politique a été bénéfique à tous les secteurs, sauf le secteur environnemental.

« Nous, à Ambioterra, témoigne Stéphane Gingras, directeur de projets, on travaille sur la question d'habitat du poisson, sur la protection des rivières, cela revient directement au ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF). Ils donnent zéro aux groupes communautaires. Il y en a de l'argent, mais c'est un choix politique de ne pas financer les mouvements qui ont un point de vue critique par rapport à eux. »

Son groupe n'est pas le seul à pâtir de l'absence du financement à la mission globale. En effet, aucun groupe environnemental ne bénéficie de ce type d'appui financier de la part du ministère en question. Quant au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), l'histoire se répète. Seul le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) contribue au financement de l'action communautaire.

« Bienfaiteur »

La contribution versée par le MDDEP va pourtant à deux types d'organismes seulement : les Conseils régionaux de l'environnement (CRE) et les Organismes de bassins versants (OBV). Une remarque s'impose : ces deux organismes sont dévoués à la concertation. Selon Stéphane Gingras, pour le gouvernement, c'est la seule façon de protéger l'environnement. Il dénonce cette situation : « Les élus municipaux, les industries et quelques écologistes de service s'assoient à la table et font le compromis sur les questions environnementales. Mais quand tous les joueurs ne sont pas équipés de la même façon, cela déloge le message. »

Dans un contexte où les dossiers de corruption du gouvernement libéral se retrouvent de plus en plus sur la place publique, cette façon de gérer les problèmes environnementaux n'est pas la plus efficace. « Il y a tellement de pseudo-fonctionnaires, d'organismes para-gouvernementaux, qui sont contraints de parler au nom du gouvernement. Ils ne font pas avancer le débat ! », s'indigne le directeur des projets à Ambioterra. Cette pratique ne visant qu'à financer des concertations est-elle une stratégie du gouvernement libéral pour diluer le message environnemental ? Une chose est certaine, les groupes communautaires ne pourront pas avancer tant que le gouvernement met tous les œufs dans le même panier...

Relation Caïn-Abel

La remise en question de cette répartition injuste du financement provincial entre les organismes environnementaux, bien que nécessaire, est problématique. De grands bénéficiaires du financement actuel, les CRE et les OBV, sont très sensibles à l'idée de répartition. Au lieu d'être solidaires avec leurs confrères, ils se montrent intimidants. À la veille de la parution du communiqué de presse du RQGE dénonçant « une guerre d'attrition » contre les groupes écologistes menée par le gouvernement Charest, plusieurs groupes écologistes ont reçu des pressions des CRE pour ne pas signer ledit communiqué, a révélé Stéphane Gingras. « Ils [les CRE] ne sont pas du tout solidaires avec les groupes écologistes communautaires. », ajoute-t-il.

Ceux qui en souffrent...

Il est très difficile d'assurer le bon fonctionnement des organismes communautaires dans les conditions où le financement est non pas par mission, mais par projets. Comment payer les gens qui préparent de nouveaux projets ? Comment assurer la permanence ? Avoir des locaux, Internet et le téléphone pour répondre aux questions des citoyens ? « On ne peut pas marcher que sur le bénévolat ! », affirme Bogdana Lupas-Colinet, coordonnatrice d'Action Re-Buts. Elle explique que les organismes manquent souvent de ressources humaines et se voient donc obligés de diminuer le taux horaire pour engager du personnel. « Il n'y a pas de valorisation du travail. En dix ans on est passé de 700 à 100 organismes. » Autre réalité méconnue des groupes écologistes : « On se met au chômage au mois de février et l'on attend notre dernier paiement à la fin mars », témoigne Stéphane Gingras.

Le Cache-cache avec les ministres

La relation entre les groupes d'actions communautaires autonomes en environnement et le gouvernement libéral rappelle un jeu de « cache-cache ». Toutefois, c'est toujours les premiers qui sont les chercheurs. « On n'a pas rencontré les ministres depuis 2005 ou 2004, on ne s'en souvient même plus ! Chaque année

Rechercher

Abonnez-vous au Journal

Journal des Alternatives. Vol.3 - No.5 mai 2012

Michel LAMBERT, 1er mai 2012

À vos claviers, citoyens

Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les opprimés et aimer (...)

Anna Rozanova, 1er mai 2012

Le financement des groupes écologistes : choix politique

La diminution du financement des groupes écologistes est un choix politique ». Ce constat du (...)

Andréanne Thibault, 1er mai 2012

Lettre d'opinion - De la Révolution tranquille au Printemps québécois

Depuis que je suis toute petite et qu'on m'a enseigné l'histoire du Québec, la Révolution tranquille (...)

Andréanne Thibault, 1er mai 2012

Arabie saoudite : Histoire d'une société civile oubliée

Trop peu connue des Occidentaux, l'Arabie saoudite donne l'impression d'être le royaume des (...)

Anna Rozanova, 1er mai 2012

Esclavage moderne au Canada

L'État est-il raciste ? Ce débat, lancé le 22 mars dernier lors de la Semaine d'actions contre le (...)

Alain Ambrosi, 1er mai 2012

Le bien commun en question(s)

La montée de sève rafraîchissante du mouvement des étudiants ne s'est pas seulement attiré des (...)

Marie-Anne Dayé, 1er mai 2012

Amitié perverse entre le Canada et Israël

Le premier ministre du Canada Stephen Harper entretient des rapports étroits avec le (...)

Kevin Gravier, 1er mai 2012

La menace du peuple fantoche

Ne nous contentons pas d'être les usagers de notre liberté ! Le pouvoir est la source de (...)

Yann Takvorian, 1er mai 2012

Immigration : le Québec et le Canada recrutent à outrance

Cette lettre d'opinion a été écrite il y a 8 ans. Sa publication aujourd'hui montre combien la (...)

Jacinthe Leblanc, 1er mai 2012

Quand les multinationales contrôlent l'avenir de l'humanité

Depuis une quinzaine d'années, l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ses institutions dérivées (...)

Pages : 1 | 2

Anna Rozanova

1er mai 2012

Esclavage moderne au Canada

L'État est-il raciste ? Ce débat, lancé le 22 mars dernier lors de la Semaine d'actions contre le (...)

1er avril 2012

Birmanie : entre viols et ouverture politique

L'ouverture politique du président birman Thein Sein inspire beaucoup d'optimisme à la communauté (...)

1er mars 2012

Les Âmes mortes de la Syrie

on essaye de les rencontrer, ils nous disent que tout est beau, tout fonctionne très bien, qu'ils appliquent la politique, qu'ils rehaussent le financement. Mais c'est en regardant les chiffres que l'on se rend compte qu'ils enfrennent l'action communautaire », raconte Bruno Massé, coordonnateur du RQGE. Il continue tout de même de s'assurer que les démarches pour rencontrer les ministres se poursuivent. L'espoir d'être reçu ranime leur ardeur. « Le gouvernement du Québec semble vouloir qu'on disparaisse, mais on va exister, on va continuer à dénoncer, car c'est notre rôle ! », déclare Stéphane Gingras.

o

Crédit photo : RQGE



o

Le veto sino-russe au Conseil de sécurité de l'ONU a donné le feu vert, le 4 février dernier, au (...)

1er février 2012

Dix ans de Guantanamo : en quête des coupables

Dix ans après l'ouverture de la fameuse prison de Guantanamo, le centre de la torture humaine qui (...)

9 janvier 2012

Dans le royaume des voix perdues : les élections législatives en Russie

Après le printemps arabe, l'espoir de chasser l'un des grands prédateurs de la liberté (...)

Autres sujets connexes

Emmanuel Daniel, 31 janvier 2014

Le village (alternatif) des « gueules cassées »

Une ferme, une épicerie, des wagons de train aménagés en dortoirs, des maisons à l'architecture (...)

Albena Dimitrova, 27 novembre 2013

Les Inaudibles de Bulgarie lèvent la voix

Le mouvement contestataire enclenché et maintenu s relâche depuis 160 jours embrase la (...)

Arij Riahi, Jacinthe Leblanc, 3 février 2013

Convergence nationale pour freiner Harp les premiers pas du Forum social des peuples

Des mois de préparation. Près de 150 militant-e-s dans une salle. Derrière, les succès du (...)

exploitation France
ministère Lucie
itinérance
Justice Afrique
de Québec
l'Ouest sans Logement
Relations pétrole
internationales

À consulter

Agenda
Blogues
Dossiers
Vidéos

À propos

À propos
Contribuez au journal
Partenaires
Nous rejoindre

Nous rejoindre

Le Journal des Alternatives
3720, avenue du Parc, bureau 300
Montréal (Québec) H2X 2J1 CANADA
Téléphone : 514 982-6606
journal@alternatives.ca

Informations

Plan du site
Se connecter
Site réalisé avec SPIP
par www.zaa.cc